

DROIT & PRATIQUE

2027
2026



9^e édition
actualisée

Assurances de personnes

Acteurs, principes généraux
et règles techniques

Contrats individuels

Contrats collectifs

sous la direction de **François Couilbault**

L'ARGUS
DE L'ASSURANCE
ÉDITIONS

Sommaire

Auteurs	7
Introduction	9
Liste des abréviations	13
 Première Partie - L'environnement des assurances de personnes	
Titre 1 - Règles générales relatives aux assurances de personnes	21
Titre 2 - Règles techniques des assurances de personnes	129
 Deuxième Partie - Les assurances individuelles	
Titre 1 - L'assurance vie individuelle	383
Titre 2 - Les autres assurances de personnes individuelles	677
 Troisième Partie - Les assurances collectives	
Titre 1 - Les règles juridiques applicables à l'assurance collective	837
Titre 2 - Les contrats d'assurances collectives des salariés	921
Titre 3 - Les contrats collectifs spécifiques	1017
 Table des matières	 1179
Index alphabétique	1253

Introduction

Les entreprises d'assurances, les institutions de prévoyance, les mutuelles ont en commun de proposer des assurances de personnes, en particulier des assurances santé et prévoyance. Tout au long de cet ouvrage, ces organismes seront mis en parallèle afin de permettre aux lecteurs de comparer les règles juridiques et techniques et de retrouver les principales dispositions qui régissent les contrats proposés par ces organismes.

Traditionnellement, les assurances de personnes sont définies comme les assurances qui couvrent les dommages atteignant la personne assurée, par opposition aux assurances de biens et de responsabilités qui couvrent les dommages causés aux biens de l'assuré ou aux tiers. Mais ces assurances ne sont pas strictement limitées aux dommages atteignant l'assuré. En effet, une part importante des assurances de personnes se retrouve dans l'assurance vie qui correspond soit à une opération de prévoyance, soit à une opération d'épargne. Lorsque l'assurance vie est réalisée dans le cadre d'une opération de prévoyance, elle prend la forme d'une assurance en cas de décès. L'assureur s'engage alors, en contrepartie des primes versées par l'assuré, à verser un capital ou une rente à un bénéficiaire désigné. La prime est fonction de l'âge de l'assuré, de la durée du contrat, du montant du capital garanti et, le cas échéant, de l'état de santé de l'assuré. Il est également tenu compte du risque inhérent aux activités de l'assuré, spécialement pour ceux dont le risque de décès peut se trouver accru par des activités dangereuses, comme des sports extrêmes. Nous sommes bien en présence d'une assurance de protection en cas de dommage atteignant l'assuré, matérialisé ici par son décès ou par son invalidité, lorsque le contrat garantit également cette hypothèse. L'assuré a ainsi pu vouloir protéger ses proches des conséquences d'un décès prématuré, ou bien il a la qualité d'assuré en raison de son adhésion à une assurance collective souscrite, par exemple, par son employeur, ou il a dû adhérer à une assurance emprunteur à l'occasion d'un prêt qu'il a contracté.

Mais l'assurance vie peut aussi correspondre à une opération d'épargne dans le cadre juridique et fiscal de l'assurance. C'est d'ailleurs aujourd'hui la plus grande part de l'assurance vie et c'est aussi le placement préféré des ménages français. Le contractant peut ainsi effectuer des versements dans un contrat qui lui permettra de récupérer tout ou partie de son investissement en fonction de ses besoins en procédant, à tout moment, à un rachat partiel ou total de son contrat. Il peut aussi transmettre l'épargne constituée à son décès à un ou des bénéficiaires, qu'il aura préalablement désignés et qui bénéficieront d'une fiscalité très favorable. C'est aujourd'hui l'hypothèse la plus courante compte tenu des avantages fiscaux accordés aux bénéficiaires des contrats d'assurance vie dont tout ou partie des capitaux échappent à toute fiscalité ou bénéficient d'une fiscalité avantageuse par rapport aux droits de succession.

L'assurance vie laisse ainsi toute latitude à l'assuré pour décider du sort des sommes qu'il investit. Les contrats multisupports permettent d'ailleurs à l'assuré de décider de la façon dont évolueront les sommes qu'il affecte à son contrat. En fonction de son appréciation du risque, il pourra souscrire un contrat en unités de compte qui peut permettre une meilleure valorisation de son épargne mais qui comporte également un risque de perte qu'il devra

supporter, ou un contrat en euros, avec des perspectives de gains moins importantes, mais qui préservera son épargne.

L'assurance vie contribue également au développement du crédit grâce à l'assurance des emprunteurs. En effet, les organismes prêteurs, banques ou sociétés de crédit, acceptent plus facilement d'accorder des prêts quand ils savent que l'emprunteur possède une garantie en cas de décès, d'invalidité et d'incapacité temporaire de travail.

Ainsi, si l'emprunteur vient à mourir ou devient invalide, l'assureur se substitue à lui pour rembourser l'organisme prêteur.

Les organismes prêteurs souscrivent généralement une assurance collective emprunteurs et proposent aux emprunteurs l'adhésion au contrat qu'ils ont souscrit, mais l'emprunteur peut aussi choisir de souscrire un contrat individuel comportant des garanties au moins équivalentes au contrat proposé par le prêteur.

Si l'assurance vie connaît un succès croissant auprès des ménages français, elle ne constitue pas pour autant la priorité actuelle des pouvoirs publics et des assurés. En effet, le souci majeur semble constitué par la retraite dont chacun se demande ce qu'elle sera à terme.

Chacun a bien compris que dans un système de retraite par répartition, les cotisations des actifs d'aujourd'hui servent à payer les retraites actuelles, et les futurs retraités verront leur retraite financée par les actifs de demain. Cela signifie que la modification dans le rapport entre actifs et inactifs retraités influera mécaniquement sur le montant des retraites. Or, on sait que l'évolution n'est pas favorable et que le nombre d'actifs diminue alors que le nombre de futurs retraités ne cesse d'augmenter. Pour autant, il existe, semble-t-il, un consensus pour ne pas remettre en question le système de répartition, que ce soit pour le régime de base des retraites comme pour les retraites complémentaires obligatoires.

Ainsi la réforme des retraites allonge de 62 à 64 ans l'âge légal de départ à la retraite. Cet âge va être progressivement relevé, à raison de trois mois par génération, à compter des assurés nés le 1^{er} septembre 1961. L'âge d'ouverture à la retraite sera porté à 63 ans et 3 mois en 2027 (génération 65) pour atteindre 64 ans en 2030 (générations 68 et suivantes).

Parallèlement, la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein sera portée à 43 ans en 2027, dès la génération née en 1965. L'application de loi dite « Touraine » de 2014 est accélérée. Elle prévoyait un allongement de la durée de cotisation de 42 ans aujourd'hui à 43 ans d'ici 2035, à partir de la génération 1973.

Pour les personnes qui n'auraient pas pu cotiser 43 ans, l'âge de la retraite à taux plein (sans décote) reste fixé à 67 ans.

Cependant, la réforme des retraites a été suspendue fin décembre 2025 dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2026.

Cette suspension met temporairement en pause [jusqu'au 1^{er} janvier 2028 environ, avant une possible reprise ou nouvelle réforme après l'élection présidentielle de 2027] le relèvement progressif de l'âge légal de départ et de la durée d'assurance requise pour le taux plein.

Ainsi :

- L'âge légal de départ reste figé à 62 ans et 9 mois (au lieu de continuer à augmenter vers 63 ans puis 64 ans).
- Le nombre de trimestres requis pour une retraite à taux plein est bloqué à 170 trimestres (au lieu de passer progressivement à 171 puis 172 trimestres).

Cela concerne principalement les générations nées entre 1964 et environ 1968 (selon les cas précis et les dispositifs comme les carrières longues).

Si les assurances de personnes se développent avec la création de nouvelles formes d'assurances (garantie des accidents de la vie, dépendance, conventions obsèques...), un autre phénomène apparaît constitué par une hyper réglementation. Les textes sont de plus en plus nombreux, essentiellement sous la poussée du consumérisme et des directives européennes. Connaître l'ensemble de ces textes ne constitue pas la difficulté majeure, encore faut-il les appliquer, les interpréter et connaître la jurisprudence, ce qui représente des

milliers de décisions. C'est à cela que les auteurs de cet ouvrage se sont attachés afin de permettre aux lecteurs d'appréhender les règles techniques, juridiques et fiscales des assurances de personnes.

Ainsi, la première partie est consacrée à l'environnement des assurances de personnes. La protection sociale s'y trouve largement abordée ainsi que les acteurs, entreprises d'assurances, institutions de prévoyance et mutuelles dont la fonction est justement de compléter les prestations versées par la Sécurité sociale. Un titre est consacré aux règles techniques, ce qui permet de comprendre des mécanismes essentiels comme la tarification, le provisionnement, la gestion financière, la solvabilité, au cœur actuellement de tous les débats.

La deuxième partie relative aux assurances individuelles comporte un titre sur l'assurance vie, le placement préféré des Français, dans lequel sont exposés les mécanismes des contrats et tout le droit de l'assurance vie individuelle, droit qui ne cesse d'évoluer au fil des décisions de la Cour de cassation :

- L'obligation de conseil est renforcée par la jurisprudence, en particulier sur les conséquences fiscales de la souscription d'un contrat d'assurance vie et sur l'importance de la rédaction de la clause bénéficiaire.
- La clause bénéficiaire, qui revêt une importance primordiale, est souvent une source de conflit entre héritiers de l'assuré et bénéficiaires : la jurisprudence a opéré un revirement marquant et considère la modification valable même si elle n'a pas été portée à la connaissance de l'assureur avant le décès de l'assuré.
- Les héritiers, non bénéficiaires, sont de plus en plus nombreux à invoquer le caractère manifestement exagéré des primes versées dans le contrat et en demandent le rapport à la succession.

Autant de problèmes qui, il y a encore quelques années, ne se posaient pas et qui, aujourd'hui, occupent le quotidien des praticiens avec parfois des incertitudes liées notamment aux revirements de jurisprudence, dont on sait qu'elle est rétroactive, ce qui ne manque pas de créer une insécurité juridique.

Sont également abordés les contrats euro-croissance et vie-génération.

La fiscalité n'est pas oubliée et un titre lui est consacré, une fiscalité évolutive de plus en plus complexe mais qui reste attractive dans le domaine des assurances.

Cette deuxième partie comporte également un titre sur les assurances santé, dépendance, garantie des accidents de la vie, conventions obsèques dont on connaît l'importance, particulièrement l'assurance santé qui est sans doute celle qui caractérise le mieux l'intervention des trois familles, entreprises d'assurances, institutions de prévoyance et mutuelles.

Enfin, la troisième partie est consacrée à l'assurance collective. Les règles juridiques s'y trouvent tout d'abord exposées, avec en particulier l'importante loi Évin dont on peut penser que la finalité était d'aligner les assurances de protection sociale complémentaire sur les règles en vigueur dans les mécanismes de Sécurité sociale.

Fausse déclaration du risque, taux d'invalidité contesté, les contrats d'assurance emprunteurs sont une source permanente de litiges, cette dernière édition intègre toutes les décisions récentes afin de permettre d'éviter ou de régler les contentieux entre assurés et assureurs.

Les contrats d'assurance collective des salariés, voués à un bel avenir comme indiqué précédemment, sont développés de manière pratique afin de permettre aux lecteurs de mieux appréhender les assurances collectives. Le plan d'épargne retraite (PER), nouveau produit d'épargne retraite créé par la loi Pacte, est commercialisé par les entreprises d'assurance depuis le 1^{er} octobre 2019 (loi n° 2019-486, 22 mai 2019, JO 23 mai). Ce produit permet aux indépendants comme aux salariés de bénéficier d'une rente viagère ou d'un capital en complément de la retraite obligatoire.

La création de ce produit est destinée à uniformiser l'épargne retraite en fusionnant Perp, Madelin (épargne retraite individuelle), Perco (épargne salariale) ou article 83 (épargne retraite catégorielle), et à développer l'épargne retraite, en assouplissant les conditions de sortie en capital. Deux produits d'entreprise (le PER d'entreprise collectif et le PER obliga-

L'environnement des assurances de personnes

Titre 1

Règles générales relatives aux assurances de personnes.....21

Titre 2

Règles techniques des assurances de personnes 129

Titre 1 ■ Règles générales relatives aux assurances de personnes

■ Chapitre 1

Classification et caractéristiques des assurances de personnes

BIBLIOGRAPHIE

L'Argus de l'assurance

Ouvrages – F. Couilbault, S. Couilbault, N. Hadj Chaïb-Candeille, Les grands principes de l'assurance, éd. L'Argus. – Code des assurances commenté, éd. L'Argus. – L. Chrébor, G. Leroy, E. Williot, Code de la mutualité commenté – Livre IX du Code de la Sécurité sociale, éd. L'Argus. – L. Grynbaum (dir.), Assurances, éd. L'Argus. – Le grand lexique de l'assurance, Éd. L'Argus.

Autres documentations

Ouvrages – J. Bigot (dir.), Traité de droit des assurances, Les assurances de personnes, t. 4, LGDJ.

Section 1 ■ Définitions

Sous-section 1 ■ Définition générale

1. Les assurances de personnes sont les assurances qui couvrent les dommages atteignant la personne assurée par opposition aux assurances de biens qui couvrent les dommages causés aux biens de l'assuré. Les assurances de responsabilités quant à elles couvrent les dommages causés aux tiers. Le grand lexique de l'assurance (paru aux Éditions de L'Argus), définit les assurances de personnes comme les « assurances couvrant les risques susceptibles d'affecter une personne humaine dans son existence et son intégrité physique ».

2. Le livre 1^{er} du Code des assurances comporte un titre III sur les règles relatives aux assurances de personnes et aux opérations de capitalisation. Le premier article figurant sous ce titre se contente d'énoncer qu'en matière d'assurance sur la vie et d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, les sommes assurées sont fixées par le contrat (C. assur., art. L. 131-1 ; C. mut. L. 223-2 ; CSS, art. L. 932-23 par renvoi au C. assur.).

Il précise qu'en matière d'assurance sur la vie ou d'opération de capitalisation, le capital ou la rente garantis peuvent être exprimés en unités de compte constituées de valeurs mobilières ou d'actifs offrant une protection suffisante de l'épargne investie...

3. Le Code des assurances ne définit pas les assurances de personnes car à l'évidence il existe des assurances de personnes qui sont souvent différentes (garanties, fonctionnement, modalités d'exécution) mais qui concourent toutes à garantir la personne assurée.

4. Il n'existe pas davantage de classification légale des assurances de personnes, on peut cependant les regrouper en assurances individuelles et en assurances collectives, ce qui est généralement fait dans les entreprises pour la gestion des risques en assurance vie. Pour les autres assurances, santé, dépendance, garantie des accidents de la vie, une présentation séparée semble correspondre au mode de gestion le plus répandue.

Sous-section 2 ■ Panorama des principales assurances de personnes

§ 1 ■ Les assurances santé

5. Au titre de cette assurance, l'organisme rembourse tout ou partie des frais médicaux à la charge de l'assuré social, c'est-à-dire pour l'essentiel :

- le ticket modérateur ;
- les dépassements d'honoraires ou de tarif ;
- le forfait journalier en hospitalisation ;
- la chambre particulière et autres frais liés à une hospitalisation.

6. L'article L. 911-7, I du Code de la Sécurité sociale impose aux entreprises de mettre en place, au 1^{er} janvier 2016, « une couverture collective à adhésion obligatoire en matière de remboursements complémentaires de frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident... ». L'article L. 911-7, II énumère les dépenses qui doivent être prises en charge. Le décret n° 2014-1025 du 8 septembre 2014 définit le niveau des remboursements. Quatre catégories de dépenses doivent être, en tout ou partie, remboursées : le ticket modérateur, le forfait journalier hospitalier, les soins dentaires à hauteur de 125 % des tarifs SS, les soins optiques avec trois forfaits prévus (100, 150 et 200 €) en fonction du niveau de la correction.

§ 2 ■ L'assurance hospitalisation

7. Cette assurance peut être proposée en option dans les contrats « santé » ou peut être proposée dans un contrat autonome « hospitalisation ». Dans cette dernière hypothèse les garanties sont souvent plus étendues.

8. Peuvent être pris en charge au titre de la garantie « hospitalisation » :

- le forfait journalier en cas d'hospitalisation ;
- les frais supplémentaires pour chambre individuelle ;
- une indemnité journalière forfaitaire pendant la durée de l'hospitalisation et pour une durée maximale prévue au contrat ;
- en cas d'hospitalisation d'un enfant, prise en charge d'un lit d'accompagnement pendant une durée maximale prévue au contrat ;
- les frais d'hospitalisation à domicile ;
- les frais de garde des enfants et les frais d'aides ménagère pendant la durée d'hospitalisation de l'assuré. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive et les garanties peuvent être plus ou moins étendues selon les contrats.

§ 3 ■ L'assurance accidents corporels et maladie autres que complémentaire santé

9. Cette assurance garantit soit les maladies et accidents, soit l'un ou l'autre de ces événements. Les principaux risques couverts sont :
- l'incapacité temporaire (IT) ;
 - l'invalidité permanente partielle (IPP) ou totale (IPT) ;
 - la garantie hospitalisation.

§ 4 ■ L'assurance individuelle accident

10. Cette assurance garantit exclusivement les conséquences d'un accident atteignant l'assuré et les personnes désignées au contrat ayant cette qualité. Elle prend la forme, selon les garanties souscrites, d'un capital décès, d'un capital invalidité, d'indemnités journalières et de frais de soins (prestations forfaitaires).

§ 5 ■ La garantie des accidents de la vie

11. Cette assurance garantit les préjudices résultant d'événements accidentels qui surviennent dans la vie privée de l'assuré, âgé de moins de 65 ans, dès lors que l'accident entraîne le décès de l'assuré ou que l'incapacité permanente imputable directement à l'accident est au moins égale à 30 %.

Certains assureurs proposent une garantie dès que l'incapacité permanente atteint 10 %. Les accidents subis par l'assuré dans le cadre des loisirs (sports, voyages...) font partie de l'objet de la garantie.

12. L'assureur prend en charge le préjudice d'incapacité permanente y compris les frais d'aménagement, le préjudice esthétique, le préjudice d'agrément et les souffrances endurées dès lors que l'incapacité permanente imputable directement à l'accident est au moins égale au pourcentage fixé au contrat. En cas de décès de l'assuré, l'assureur indemnise les préjudices économiques et moraux subis par les ayants droit de l'assuré. Le cumul des indemnités versées par l'assureur ne peut dépasser un montant fixé au contrat, par exemple 1 million d'euros par victime.

§ 6 ■ L'assurance dépendance

13. L'assurance dépendance permet à l'assuré de percevoir une rente viagère s'il vient à être dépendant au sens des stipulations du contrat. Certains contrats garantissent uniquement la dépendance totale, d'autres couvrent également la dépendance partielle.

14. La dépendance totale, dont la définition varie selon les contrats, correspond à la situation de l'assuré qui ne peut plus effectuer seul trois des quatre actes de la vie quotidienne (s'alimenter, s'habiller, se déplacer, se laver) et qui a besoin de façon constante de l'assistance d'une tierce personne.

15. La garantie peut également être accordée en cas de démence sénile invalidante ou de maladie d'Alzheimer.

16. L'assuré doit justifier, de plus, du recours d'une manière constante à des services de soins à domicile ou d'une hospitalisation en centre de long séjour.

17. Lorsque la dépendance partielle est reconnue la rente est minorée ; la définition de la dépendance partielle varie selon les contrats. Cela peut être par exemple, le fait de devoir être assisté pour effectuer les actes de la vie quotidienne lorsque l'assuré ne peut effectuer ces actes que partiellement.

§ 7 ■ L'assurance vie individuelle

A ■ Assurance vie et épargne

18. L'assurance s'apparente dans ce cas à une opération d'épargne. L'assuré, plutôt que de gérer son argent, le confie à un assureur. Ce dernier fait fructifier les sommes investies par l'assuré et les lui reverse sous forme de capital ou de rente à une date prédéterminée, si l'assuré est en vie.

En cas de décès de l'assuré avant le terme, l'épargne constituée est versée au(x) bénéficiaire(s) désigné(s).

19. Juridiquement ces assurances sont qualifiées de contrats d'assurance mixtes. Ainsi, dans un communiqué du 22 février 2008, la Cour de cassation a précisé que : « Les contrats d'assurance vie dits "mixtes" combinent au sein d'une police unique une assurance en cas de vie et une assurance en cas de décès : l'assureur s'engage à payer le capital assuré, soit au terme du contrat si l'assuré est alors en vie, soit au décès de l'assuré si celui-ci meurt avant l'échéance. Ils permettent donc de réaliser à la fois une opération d'épargne et une opération de prévoyance » (source : Service de documentation et d'études, communiqué publié à la suite de l'arrêt : Cass. Ch. mixte, 22 févr. 2008, n° 06-11.934). La fiscalité, tant en cas de vie qu'en cas de décès, est particulièrement avantageuse.

Les primes peuvent être uniques, périodiques ou, à versements libres. L'investissement peut se faire dans des contrats en euros ou dans des contrats en unités de compte (SICAV ou FCP d'actions, d'obligations, SCPI, devises...). De plus en plus, les contrats souscrits sont des multi-supports comportant de nombreuses unités de compte. L'assuré peut ainsi choisir les supports sur lesquels il souhaite investir et procéder à des arbitrages entre ces différents supports. Alternative entre les fonds en euros et en unités de compte, les contrats eurocroissance allient sécurité et rendement (voir description et fonctionnement ci-après).

B ■ Assurance vie et retraite

20. Les personnes partant à la retraite voient leur niveau de vie diminuer considérablement. Le montant des retraites est en effet très inférieur aux derniers revenus. Les futurs retraités peuvent donc souscrire des contrats de retraite complémentaire. Ils permettent à l'assuré de bénéficier, à une date déterminée, d'une rente viagère pouvant répondre à ce besoin. Ainsi, l'assuré souscrit un contrat alors qu'il est encore en activité, par exemple à l'âge de 40 ans. Il verse des primes jusqu'à l'âge de son départ en retraite et à cette date l'assureur commence le versement d'une rente viagère, c'est-à-dire jusqu'au décès de l'assuré.

C ■ Assurance vie et prévoyance

21. L'assurance vie prend ici la forme d'une assurance en cas de décès. Le décès de l'assuré entraîne le versement du capital, prévu au contrat, à un bénéficiaire désigné. Le capital est « hors succession » et bénéficie d'une fiscalité favorable. Cette assurance permet à l'assuré de garantir l'avenir de toute personne à sa charge. En plus de la garantie décès, des garanties invalidité et doublement du capital en cas de décès accidentel peuvent être prévues. L'assurance obsèques est une assurance en cas de décès au profit d'un opérateur funéraire.

D ■ Assurance vie et emprunt

22. L'assurance vie contribue au développement du crédit. En effet, les organismes prêteurs, banques ou sociétés de crédit, acceptent plus facilement d'accorder des prêts quand ils savent que l'emprunteur possède une garantie en cas de décès et d'invalidité et qu'il dispose d'un contrat d'assurance vie épargne qu'il peut donner en nantissement de son emprunt.

Ainsi, si l'emprunteur vient à mourir ou devient invalide, l'assureur, au titre de la garantie décès invalidité, se substitue à lui pour rembourser l'organisme prêteur.

Si l'emprunteur, pour une autre cause, cesse de rembourser son crédit, l'organisme prêteur pourra se faire rembourser directement sur la valeur du contrat d'assurance vie épargne qui lui a été donné en nantissement.

E ■ Les contrats épargne handicap et rentes survies

1 ■ Les contrats « épargne handicap »

23. Les contrats « épargne handicap » sont destinés à garantir le versement d'un capital ou d'une rente viagère à l'assuré atteint, lors de la conclusion du contrat, d'une infirmité qui l'empêche de se livrer, dans des conditions normales de rentabilité, à une activité professionnelle. Ces contrats permettent à leurs souscripteurs de bénéficier d'une réduction d'impôt.

2 ■ Les contrats « rentes survies »

24. Les contrats d'assurance en cas de décès (dit « rente-survie ») garantissent le versement d'un capital ou d'une rente viagère à un enfant de l'assuré atteint d'une infirmité qui l'empêche :
– soit de se livrer, dans des conditions normales de rentabilité, à une activité professionnelle ;
– soit, s'il est âgé de moins de dix-huit ans, d'acquérir une instruction ou une formation professionnelle d'un niveau normal.

F ■ Les contrats de capitalisation

25. Le contrat de capitalisation – ou bon de capitalisation –, est un placement financier qui permet au souscripteur de réaliser une opération d'épargne.

Le souscripteur verse une prime unique ou des primes périodiques et, en contrepartie, l'assureur s'engage à capitaliser la (les) prime(s), pendant la durée du contrat qui est de huit ans minimum. Les anciens bons de capitalisation comportaient, chaque année, un tirage au sort qui permettait aux gagnants du tirage d'être remboursés par anticipation ; ce système est aujourd'hui exceptionnel.

26. Contrairement au contrat d'assurance, le contrat de capitalisation ne comporte pas d'aléa. Cette distinction fondamentale a été mise en évidence par la Cour de cassation dès 1937 (Civ. 1^{re}, 29 déc. 1937, RGAT 1938. 249) ; la Cour de cassation affirme : « on ne saurait assimiler à un contrat d'assurance le contrat de capitalisation qui a pour but la constitution, au moyen de versements successifs, d'un capital déterminé à l'avance et devant être remboursé soit à une date fixée, soit par anticipation, par voie de tirage au sort ».

G ■ L'assurance obsèques

27. Les formules de financement en prévision d'obsèques sont des contrats d'assurance en cas de décès, qui peuvent prendre deux formes :

– les contrats « en capital », conclus avec une société d'assurance, qui permettent de constituer une épargne pour financer les frais d'obsèques ou qui garantissent le versement d'un capital décès, déterminé à l'avance, dans le but de financer les obsèques ;

– les contrats prévoyant des prestations d'obsèques à l'avance, qui incluent, en plus du contrat d'assurance, un contrat de prestations funéraires conclu avec un opérateur funéraire habilité.

§ 8 ■ Les assurances collectives

A ■ Domaine et réglementation de l'assurance collective

28. Le développement des assurances de groupes (ou collectives) est lié à la mise en place des différents régimes sociaux obligatoires. Ces assurances visent à compléter la couverture sociale tant des salariés que des indépendants. En outre, elles jouent un rôle capital en matière de crédit.

1 ■ La protection sociale des salariés

29. Le régime général ne couvre qu'une partie des risques sociaux des salariés :

- pour les frais de soins, le ticket modérateur reste à la charge de l'assuré social (sauf cas particuliers) ;
- les indemnités journalières ne compensent que partiellement les pertes de salaires en cas d'arrêt de travail ;
- les garanties invalidité et décès (hors accidents du travail) sont très limitées ;
- la retraite de base est relativement faible. Elle est complétée par la retraite complémentaire obligatoire (généralisée en 1972). Malgré cela, la pension globale versée aux retraités peut se révéler insuffisante.

30. Les conventions collectives, de plus en plus nombreuses, ont prévu l'octroi d'avantages sociaux supplémentaires venant pallier les insuffisances des garanties obligatoires. Ces conventions collectives ont donné naissance à de très nombreux contrats d'assurance de groupe et incité les salariés qui n'en bénéficiaient pas à rechercher une couverture complémentaire.

2 ■ La protection sociale des travailleurs indépendants

31. Qu'ils fassent partie du secteur agricole ou non, les travailleurs indépendants bénéficient d'une protection sociale obligatoire qui peut s'avérer insuffisante :

- en cas d'invalidité ou de décès, les garanties sont très réduites ;
- les pensions de retraite sont particulièrement faibles. Aussi les assurances de groupe ont-elles, ici encore, un rôle important pour compléter les régimes sociaux de base.

3 ■ Les prêts bancaires et les ventes à crédit

32. Une troisième catégorie d'assurance de groupe concerne les organismes de prêts (banques, sociétés de construction) ou de vente à crédit. L'assurance de groupe a alors pour but :

- en cas de décès du client, le paiement à l'organisme prêteur d'un capital égal à la fraction du crédit ou du prêt non encore remboursée ;
- en cas d'incapacité de travail ou d'invalidité du client, la substitution à ce dernier pour le paiement des termes de remboursements venant à échéance.

B ■ Les différentes garanties de l'assurance collective

1 ■ Le décès

33. L'assureur garantit le paiement d'un capital ou d'une rente aux bénéficiaires. Les exclusions sont limitées à celles prévues par le Code des assurances et le Code de la mutualité. Pour les groupes de salariés, le capital est calculé en fonction du salaire annuel et de la situation de famille de chaque salarié.

Pour les travailleurs indépendants, le montant de garantie est forfaitaire. Pour les contrats liés à des opérations de crédit, c'est bien entendu le solde restant dû qui est garanti.

2 ■ L'incapacité de travail

34. La garantie consiste à verser une indemnité journalière à l'assuré, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'organisme souscripteur (entreprise pour le salarié).

Une franchise en jours est prévue dont la durée varie selon les contrats.

Tous les contrats collectifs introduisent une clause selon laquelle le cumul des revenus ou des indemnités prévues par ailleurs et des sommes versées par l'assureur ne peut excéder les revenus habituels de l'assuré. La garantie incapacité de travail (IT) peut être accordée aussi bien pour des salariés que pour des non-salariés.

3 ■ L'invalidité

35. En cas d'invalidité permanente partielle (IPP) ou totale (IPT), l'assureur verse une rente, en général trimestrielle, proportionnée aux revenus du salarié.

De nombreux contrats se réfèrent aux critères retenus par la Sécurité sociale en matière de pension d'invalidité à la suite d'un événement autre qu'un accident du travail. Ainsi, la rente est généralement majorée en cas de besoin d'assistance d'une tierce personne.

4 ■ L'exonération du paiement des cotisations

36. Lorsque l'assuré perçoit les indemnités « incapacité temporaire » ou « invalidité », la garantie décès est maintenue. Les cotisations cessent d'être dues à compter d'une date précisée au contrat : par exemple, date du début de la garantie incapacité de travail (à l'expiration de la franchise) ou date de la reconnaissance de l'invalidité permanente partielle.

5 ■ Le remboursement des frais de soins

37. Il s'agit de la garantie du ticket modérateur et de la couverture de certains dépassements. La couverture peut être totale ou limitée à certaines catégories de frais. Une franchise par année est très souvent prévue.

6 ■ La retraite supplémentaire

38. Les assureurs peuvent proposer aux entreprises des contrats garantissant un troisième « étage » de retraite aux salariés, en sus de la retraite de base et de la retraite complémentaire. On parle de retraite « supplémentaire » (ou « sur complémentaire »).

Compte tenu des préoccupations actuelles, les assureurs groupes ont mis au point une grande diversité de formules qui recueillent un succès certain, surtout lorsqu'elles sont assorties d'avantages fiscaux.

Les garanties « retraite » sont gérées en capitalisation selon un compte individualisé par salarié. Les fonds peuvent être en euros ou en unités de compte. Le contrat collectif peut être aussi exprimé en points (C. assur., art. L. 441-1).

Le PERP et le PERCO ainsi que les contrats Madelin réservés aux travailleurs indépendants constituent un cadre juridique et fiscal attrayant pour la retraite complémentaire.

Table des matières

Auteurs	7
Introduction	9
Liste des abréviations	13
Sommaire	17

Première Partie ■

L'environnement des assurances de personnes 19

Titre 1 ■ Règles générales relatives aux assurances de personnes 21

Chapitre 1 - Classification et caractéristiques des assurances de personnes 21

Section 1 ■ Définitions 21

Sous-section 1 ■ Définition générale 21

Sous-section 2 ■ Panorama des principales assurances de personnes 22

§ 1 ■ Les assurances santé 22

§ 2 ■ L'assurance hospitalisation 22

§ 3 ■ L'assurance accidents corporels et maladie autres que complémentaire santé 23

§ 4 ■ L'assurance individuelle accident 23

§ 5 ■ La garantie des accidents de la vie 23

§ 6 ■ L'assurance dépendance 23

§ 7 ■ L'assurance vie individuelle 24

A ■ Assurance vie et épargne 24

B ■ Assurance vie et retraite 24

C ■ Assurance vie et prévoyance 24

D ■ Assurance vie et emprunt 25

E ■ Les contrats épargne handicap et rentes survies 25

1 ■ Les contrats « épargne handicap » 25

2 ■ Les contrats « rentes survies » 25

F ■ Les contrats de capitalisation	25
G ■ L'assurance obsèques	25
§ 8 ■ Les assurances collectives	26
A ■ Domaine et réglementation de l'assurance collective	26
1 ■ La protection sociale des salariés	26
2 ■ La protection sociale des travailleurs indépendants	26
3 ■ Les prêts bancaires et les ventes à crédit	26
B ■ Les différentes garanties de l'assurance collective	27
1 ■ Le décès	27
2 ■ L'incapacité de travail	27
3 ■ L'invalidité	27
4 ■ L'exonération du paiement des cotisations	27
5 ■ Le remboursement des frais de soins	27
6 ■ La retraite supplémentaire	27
Section 2 ■ Gestion en capitalisation et gestion en répartition	28
Sous-section 1 ■ Distinction	28
Sous-section 2 ■ Les provisions techniques	29
§ 1 ■ Les provisions pour les risques gérés en capitalisation (assurance vie)	29
A ■ Principe	29
B ■ La provision mathématique	29
C ■ La provision pour participation aux bénéfices	29
D ■ La réserve de capitalisation	29
E ■ La provision de gestion	29
F ■ La provision pour aléas financiers	29
G ■ La provision pour risque d'exigibilité	29
H ■ La provision pour frais d'acquisition reportés	30
I ■ La provision pour égalisation	30
J ■ La provision de diversification	30
K ■ Provision pour garantie à terme	30
L ■ La provision de diversification différée	30
§ 2 ■ Les principales provisions techniques pour les risques gérés en répartition (assurance non-vie)	30
A ■ La provision mathématique des rentes	30
B ■ La provision pour primes non acquises	31
C ■ La provision pour risques en cours	31
D ■ La provision pour sinistres à payer	31
1 ■ Objet	31
2 ■ Principes de calcul	31
E ■ La provision pour risques croissants	31
F ■ La provision pour égalisation	31
G ■ La provision pour risque d'exigibilité	32
Section 3 ■ Principe forfaitaire et principe indemnitaire	32
Sous-section 1 ■ Distinction	32
§ 1 ■ Le principe forfaitaire	32
§ 2 ■ Le principe indemnitaire	32
Sous-section 2 ■ Application aux différentes prestations	32
§ 1 ■ Les frais de soins	32

A ■ Le principe indemnitaire consacré par l'article 9 de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989	32
1 ■ Affirmation du principe	32
2 ■ Pluralité d'organismes assureurs	33
B ■ Le Code de la mutualité	33
§ 2 ■ Les autres garanties	33
A ■ Des prestations forfaitaires ou indemnitaires	33
B ■ Les critères jurisprudentiels	34
Section 4 ■ Subrogation	34
Sous-section 1 ■ Le Code de la mutualité	34
§ 1 ■ Subrogation pour les frais de soins	34
§ 2 ■ Préjudices personnels	35
§ 3 ■ Indemnités journalières et prestations d'invalidité	35
Sous-section 2 ■ Le Code de la Sécurité sociale	35
Sous-section 3 ■ Le Code des assurances	35
Sous-section 4 ■ La loi n° 85-677 du 5 juillet 1985	35
Chapitre 2 - La protection sociale	36
Section 1 ■ Régime général et prestations du régime général	37
Sous-section 1 ■ Notion d'assujetti	37
§ 1 ■ Les travailleurs salariés	37
§ 2 ■ Les travailleurs salariés par assimilation	37
§ 3 ■ Les assujettis volontaires	39
§ 4 ■ Les travailleurs indépendants	39
Sous-section 2 ■ Les différentes prestations	40
§ 1 ■ Les prestations en nature	40
A ■ Les bénéficiaires	40
1 ■ L'assuré	40
2 ■ Les ayants droit	40
B ■ Frais remboursables	40
1 ■ Actes médicaux et paramédicaux	40
2 ■ Actes de biologie et examens de laboratoire	41
3 ■ Médicaments	41
4 ■ Frais d'hospitalisation	41
a - Hospitalisation publique ou privée	41
b - Taux de remboursement – forfait journalier	41
c - Durée d'hospitalisation	41
5 ■ Soins et prothèses dentaires et appareillages	42
a - Soins et prothèses dentaires	42
b - Appareillages et optique	42
6 ■ Frais de transport	43
7 ■ Cures thermales	43
a - Conditions de prise en charge	43
b - Prise en charge de la cure	43
C ■ Prestations en espèces	44
1 ■ Les indemnités journalières pour maladie	44
a - En cas d'arrêt de travail de moins de six mois	44
b - En cas d'arrêt de travail de plus de six mois	44

c - Le montant des prestations en espèces	44
2 ■ Le congé de maternité/paternité	45
3 ■ La pension d'invalidité	45
4 ■ Le capital décès	46
Sous-section 3 ■ Prestations d'assurance « accidents du travail et maladies professionnelles »	46
§ 1 ■ Historique	46
A ■ Mise en place du régime des accidents du travail	46
B ■ Maintien d'une responsabilité de droit commun	46
C ■ Faute inexcusable de l'employeur	47
D ■ Recours contre un tiers en cas d'accident de la circulation	48
E ■ Action de la victime en réparation complémentaire contre l'employeur en cas d'accident de la circulation	48
§ 2 ■ Accident de travail et accident de la circulation	49
A ■ La notion de « voie ouverte à la circulation publique »	49
1 ■ La notion de « voie ouverte à la circulation publique » limite nécessairement la possibilité pour la victime d'un accident du travail d'invoquer l'application de la loi Badinter	49
2 ■ La position de la jurisprudence sur la notion de « voie ouverte à la circulation publique »	50
B ■ La condition de conduite du véhicule par l'employeur, un préposé ou une personne appartenant à la même entreprise que la victime est-elle nécessaire ?	51
§ 3 ■ Circonstances donnant droit à réparation	52
A ■ La notion de risques professionnels	52
B ■ Accident du travail proprement dit	52
1 ■ Définition de l'accident du travail	52
2 ■ Date certaine, événement ou série d'événements	53
3 ■ Lésion corporelle	53
a - Notion de lésion corporelle	53
b - État pathologique antérieur	53
c - Troubles consécutifs à des événements violents	53
4 ■ Fait lié avec le travail	54
a - Principe	54
b - Présomption d'imputabilité	54
5 ■ Constatations médicales	54
a - Principe	54
b - Recours	55
C ■ Accident de trajet	55
1 ■ Les raisons de l'assimilation	55
2 ■ Définition	55
3 ■ Appréciation souveraine par les juges du fond	55
4 ■ Distinction accident de travail – accident de trajet	56
§ 4 ■ Maladies professionnelles	56
A ■ Liste des maladies professionnelles	56
B ■ Maladies professionnelles hors tableau	56
§ 5 ■ Prestations	57
A ■ Prestations en nature	57
1 ■ Spécificités	57
2 ■ Les frais médicaux	57
3 ■ Réadaptation fonctionnelle et rééducation professionnelle	57
B ■ Prestations en espèces	57
1 ■ Indemnités journalières d'incapacité temporaire	57
2 ■ Invalidité permanente partielle	58

3 ■ Rente versée aux ayants droit en cas de décès	58
a - Principe	58
b - Le conjoint	58
c - Les enfants	58
d - Les ascendants	59
e - Montant de la rente versée aux ayants droit	59
Section 2 ■ Retraite complémentaire des salariés	59
Sous-section 1 ■ La retraite obligatoire	60
§ 1 ■ La réforme globale des retraites	60
§ 2 ■ Les mesures pour les mères de famille	60
§ 3 ■ Les petites pensions	61
§ 4 ■ Les futures règles pour les fonctionnaires	61
§ 5 ■ La fin des régimes spéciaux	61
§ 6 ■ Le régime de retraite complémentaire des salariés	62
A ■ Le principe	62
B ■ Les conditions pour percevoir la pension au taux plein	62
1 ■ Cas général	62
2 ■ Cas particulier	62
a - Assurés ayant commencé à travailler jeunes	62
b - Assurés invalides	63
§ 7 ■ Déduction des cotisations	63
A ■ Principe de déductibilité totale	63
B ■ Salariés détachés en France	63
Sous-section 2 ■ La retraite supplémentaire	63
§ 1 ■ Présentation	63
§ 2 ■ La réforme de 2003	64
§ 3 ■ Création d'un plafond spécifique pour la déduction des cotisations de régimes de retraites supplémentaires	65
A ■ L'absence de limite pour la retraite légale	65
B ■ Cotisations déductibles sous plafond de revenus professionnels	65
§ 4 ■ Régime de déduction des cotisations versées aux régimes de retraite supplémentaire	65
A ■ Les conditions de déduction des cotisations	66
1 ■ La constitution d'une véritable pension de retraite	66
2 ■ La pension doit être stipulée payable, au plus tôt, à l'âge normal de départ à la retraite	66
3 ■ Cas particulier des annuités de pension garanties	66
4 ■ Les cotisations doivent comporter une participation effective de l'employeur	66
5 ■ Une même catégorie de personnel	66
a - Les critères du caractère collectif et obligatoire des garanties de retraite	66
b - Les micros entreprises	69
6 ■ Les cotisations doivent être fixées à un taux uniforme	69
7 ■ La sortie doit s'effectuer en rentes	69
8 ■ Les contrats sont non rachetables	69
9 ■ Garantie contre-assurance décès	70
B ■ Sort des cotisations excédentaires	70
1 ■ L'excédent est ajouté à la rémunération	70
2 ■ Exemple	70
§ 5 ■ La loi PACTE : les principales mesures visant l'épargne retraite et l'assurance vie	70

A ■ Épargne retraite en entreprise	71
B ■ Épargne retraite individuelle	71
C ■ Retrait de l'épargne	71
D ■ Le nouveau régime fiscal	72
1 ■ Pour les épargnants	72
2 ■ Pour les entreprises	72
3 ■ En ce qui concerne les contrats d'assurance vie individuelle	72
4 ■ Calendrier de mise en œuvre de la réforme de l'épargne retraite	72
E ■ Contrat de retraite complémentaire alimenté par des deniers communs	73
Chapitre 3 - Les acteurs du marché	73
Section 1 ■ Les sociétés d'assurance	74
Sous-section 1 ■ Agrément administratif des entreprises d'assurance	74
§ 1 ■ Demande d'agrément	74
§ 2 ■ Principe de spécialité	75
§ 3 ■ Délivrance ou refus d'agrément	75
Sous-section 2 ■ Sociétés anonymes d'assurance, de capitalisation et de réassurance	76
§ 1 ■ Le capital social	76
A ■ Montant	76
B ■ Mentions dans les documents	76
C ■ Les modifications dans la répartition du capital	76
§ 2 ■ Les emprunts	77
Sous-section 3 ■ Sociétés d'assurance mutuelles	77
§ 1 ■ Définition et caractéristiques	77
A ■ Définition	77
B ■ Caractéristiques	77
§ 2 ■ Les projets de statuts et la déclaration notariée	78
A ■ Les projets de statuts	78
B ■ La déclaration notariée	78
C ■ La constitution définitive	79
§ 3 ■ Administration de la société d'assurance mutuelle	79
A ■ Principes	79
B ■ Sociétés d'assurance mutuelles à conseil d'administration et direction générale	79
1 ■ Le Conseil d'administration	79
2 ■ Le directeur général	80
C ■ Sociétés d'assurance mutuelles à conseil de surveillance et directoire	81
1 ■ Le conseil de surveillance	81
2 ■ Le directoire	82
D ■ Dispositions communes aux sociétés d'assurance mutuelles à conseil d'administration et direction générale et à conseil de surveillance et directoire	83
1 ■ Principe de gratuité	83
2 ■ Choix des administrateurs et membres du conseil de surveillance	84
3 ■ Délibérations du conseil d'administration et du conseil de surveillance	85
4 ■ Responsabilité	86
5 ■ Autorisation préalable	87
6 ■ L'assemblée générale des sociétés d'assurance mutuelles	88
7 ■ Obligations des sociétaires et de la société	90
8 ■ Emprunts	90
9 ■ Publicité	91

Sous-section 4 ■ Unions de sociétés d'assurance mutuelles	91
§ 1 ■ Définition, objet et statut	91
§ 2 ■ Obligations de l'union	92
Sous-section 5 ■ Les sociétés mutuelles d'assurance	92
§ 1 ■ Objet	92
§ 2 ■ Caractéristiques	93
Section 2 ■ Les mutuelles	94
Sous-section 1 ■ Objet des mutuelles, unions et fédérations	94
§ 1 ■ Définition	94
§ 2 ■ Objet des mutuelles	94
§ 3 ■ L'union de mutuelles	95
§ 4 ■ L'union de groupe mutualiste	95
§ 5 ■ La fédération	96
A ■ Définition de la fédération	96
B ■ Objet de la fédération	96
Sous-section 2 ■ Principes mutualistes	96
Sous-section 3 ■ Constitution, fusion, scission et dissolution des mutuelles, unions et fédérations	97
§ 1 ■ Constitution	97
§ 2 ■ Fusion	98
§ 3 ■ Scission	98
§ 4 ■ Dissolution	98
Sous-section 4 ■ Adhésion	98
Sous-section 5 ■ Statuts	99
§ 1 ■ Statuts des mutuelles	99
§ 2 ■ Statuts des fédérations	100
Sous-section 6 ■ Assemblée générale	100
§ 1 ■ Composition	100
§ 2 ■ Rôle	101
§ 3 ■ Quorum	102
Sous-section 7 ■ Conseil d'administration	102
§ 1 ■ Élection	102
§ 2 ■ Rôle	103
Sous-section 8 ■ Le président	104
Sous-section 9 ■ Dispositions applicables pour les opérations d'assurances	104
§ 1 ■ Domaine d'application	104
§ 2 ■ L'agrément	105
A ■ Nécessité d'un agrément	105
B ■ Les différentes branches	105
§ 3 ■ Le fonds d'établissement des mutuelles pratiquant des opérations d'assurance	107
A ■ Objet	107
B ■ Constitution	107
§ 4 ■ Le fonds de développement	108
§ 5 ■ Montant des cotisations	108

Sous-section 10 ■ La réforme du Code de la mutualité	108
Section 3 ■ Les institutions de prévoyance	111
Sous-section 1 ■ Caractéristiques des institutions de prévoyance	111
§ 1 ■ Définition des institutions de prévoyance	111
§ 2 ■ Objet des institutions de prévoyance	111
§ 3 ■ Les unions d'institutions	112
A ■ Constitution des unions	112
B ■ Relations entre les unions d'institutions de prévoyance et leurs membres	112
§ 4 ■ Les membres adhérents	112
Sous-section 2 ■ L'agrément administratif	113
§ 1 ■ Nécessité d'un agrément	113
§ 2 ■ Les critères de l'agrément	113
Sous-section 3 ■ Constitution	114
§ 1 ■ Constitution des institutions	114
§ 2 ■ Constitution des unions	114
§ 3 ■ Le fonds d'établissement	114
§ 4 ■ Le fonds de développement	115
§ 5 ■ La personnalité juridique de l'institution	115
A ■ Institution se constituant conformément aux a ou b de l'article R. 931-1-3 CSS	115
B ■ Institution se constituant conformément au c de l'article R. 931-1-3 CSS et les unions	115
§ 6 ■ Le dépôt au greffe et la publication dans un journal d'annonces légales	116
A ■ Dépôt au greffe	116
B ■ La publication dans un journal d'annonces légales	116
Sous-section 4 ■ Fonctionnement	116
§ 1 ■ Le conseil d'administration	116
A ■ Composition du conseil d'administration	116
B ■ Durée du mandat	117
C ■ Limite d'âge	118
D ■ Limitation des mandats	118
E ■ Postes devenus vacants	118
F ■ Attributions et fonctionnement du conseil d'administration	118
G ■ Rapport avec les tiers	119
§ 2 ■ Le président et le vice-président	119
§ 3 ■ Le directeur général	120
§ 4 ■ Quorum	120
§ 5 ■ Les interdictions	120
A ■ Emprunt	120
B ■ Les interdictions d'exercer	121
Section 4 ■ Le contrôle du marché	122
Sous-section 1 ■ Organisation du contrôle	122
§ 1 ■ Autorité de contrôle prudentiel et de résolution	122
§ 2 ■ Attributions de l'ACPR	122
§ 3 ■ Les recommandations	124
Sous-section 2 ■ Exercice du contrôle	124
§ 1 ■ Étendue du contrôle	124

§ 2 ■ Modalités du contrôle	125
Sous-section 3 ■ Conséquences du contrôle	126
§ 1 ■ Mesures de police administrative	126
§ 2 ■ Les sanctions	128
Titre 2 ■ Règles techniques des assurances de personnes	129
Chapitre 1 - Éléments techniques fondamentaux en assurance vie	129
Section 1 ■ Le contrat d'assurance vie	129
Sous-section 1 ■ Définitions et généralités	129
§ 1 ■ Le secteur des assurances	129
§ 2 ■ L'assurance : une activité réglementée	129
§ 3 ■ La nature du contrat d'assurance vie	130
A ■ Un contrat comportant des engagements dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine	130
B ■ Un contrat synallagmatique	130
C ■ Un contrat aléatoire	130
§ 4 ■ Contrats individuels et contrats collectifs	130
§ 5 ■ Les familles de produits	131
§ 6 ■ Les parties au contrat	131
A ■ Le souscripteur	131
B ■ L'assuré	131
C ■ Le(s) bénéficiaire(s)	132
Sous-section 2 ■ Les caractéristiques techniques du contrat d'assurance vie	132
§ 1 ■ La durée du contrat	132
§ 2 ■ Les conditions financières du contrat	132
A ■ Les primes	133
1 ■ Les différents modes de paiement	133
2 ■ Les conditions d'exigibilité de la prime	133
B ■ Les sommes assurées	133
§ 3 ■ Le caractère aléatoire de la prestation	134
A ■ Paiement aléatoire à une date aléatoire	134
B ■ Paiement aléatoire à une date certaine	134
C ■ Paiement certain à une date aléatoire	134
D ■ Paiement certain à une date certaine	134
§ 4 ■ La couverture du risque de suicide	134
A ■ Un délai légal d'exclusion d'une année	134
B ■ Une couverture obligatoire au-delà	134
C ■ Les exceptions	135
Sous-section 3 ■ Mutualisation, capitalisation et répartition	135
§ 1 ■ La mutualisation des risques	135
§ 2 ■ Capitalisation et répartition	135
A ■ La répartition	136
B ■ La capitalisation	136
1 ■ Le provisionnement des engagements	136
2 ■ Le sens du mot « capitalisation » appliqué à l'assurance vie	136

3 ■ Le mécanisme de capitalisation viagère	136
4 ■ Il y a capitalisation et... capitalisation	138
Sous-section 4 ■ Les autres opérations régies par le Code des assurances	138
§ 1 ■ La tontine.....	138
A ■ Définitions et règles de fonctionnement	138
1 ■ La constitution des associations et leur durée	138
2 ■ La gestion des fonds provenant des souscriptions.....	138
3 ■ Liquidation des associations et répartition des fonds	139
B ■ Un point commun avec l'assurance vie	139
C ■ Tontine et capital différé	139
§ 2 ■ Le contrat de capitalisation	140
A ■ Les principales caractéristiques du contrat	140
B ■ Contrat de capitalisation et contrat d'assurance vie	140
Section 2 ■ Risque, hasard et probabilité.....	141
Sous-section 1 ■ La notion de risque	141
§ 1 ■ Définition du risque	141
§ 2 ■ Les conditions d'assurabilité d'un risque	142
Sous-section 2 ■ Le calcul des probabilités.....	142
§ 1 ■ La notion de probabilité	142
§ 2 ■ Définition de la probabilité	143
§ 3 ■ La nécessaire condition d'équiprobabilité	143
§ 4 ■ Savoir bien compter les cas	143
Sous-section 3 ■ Quand le hasard devient prévisible	144
§ 1 ■ Le hasard n'a pas de mémoire	144
§ 2 ■ Le générateur de nombres aléatoires	145
§ 3 ■ Lorsqu'une épreuve aléatoire est répétée un grand nombre de fois	145
A ■ Premier test	146
B ■ Deuxième test.....	146
C ■ Troisième test	147
D ■ Quatrième et dernier test	147
§ 4 ■ Le hasard corrigeant le hasard	148
§ 5 ■ L'application de la loi des grands nombres à l'assurance	149
Section 3 ■ Mortalité et espérance de vie	149
Sous-section 1 ■ L'approche statistique du risque et la notion d'équité actuarielle	149
§ 1 ■ La mutualisation des risques	149
§ 2 ■ L'équité actuarielle	149
Sous-section 2 ■ Les principaux facteurs ayant une influence sur la mortalité.....	150
§ 1 ■ Les facteurs endogènes	150
A ■ L'âge	150
B ■ Le sexe.....	150
C ■ La catégorie socioprofessionnelle	151
D ■ Le pays.....	151
E ■ Le tabac	151
F ■ Les autres facteurs	151
§ 2 ■ L'influence de la nature du contrat souscrit	152

§ 3 ■ Les effets de la sélection à l'entrée dans l'assurance	152
A ■ Les assurances en cas de décès	152
B ■ Les assurances en cas de vie et les rentes viagères	152
C ■ L'élaboration d'une table d'expérience	153
Sous-section 3 ■ La construction des tables de mortalité	153
§ 1 ■ L'analyse « longitudinale » de la mortalité	153
§ 2 ■ L'analyse « transversale » de la mortalité	153
§ 3 ■ La présentation des tables	154
§ 4 ■ Ce que prévoit la réglementation	154
Sous-section 4 ■ Les tables homologuées	154
§ 1 ■ Tables TH 00-02 ET TF 00-02	154
§ 2 ■ Tables applicables aux contrats de rentes viagères	157
§ 3 ■ Les tables d'expérience	157
§ 4 ■ Dispositions particulières	157
§ 5 ■ Le mécanisme des décalages d'âge	157
§ 6 ■ Quelle(s) table(s) utiliser ?	160
§ 7 ■ Tarification hommes / femmes ou tarif unique	160
Sous-section 5 ■ Le taux annuel de mortalité	161
§ 1 ■ Définition	161
§ 2 ■ Formule de calcul	161
§ 3 ■ Étude comparée des tables TH 00-02 et TF 00-02	161
Sous-section 6 ■ L'espérance de vie	162
§ 1 ■ Définition	162
§ 2 ■ Les chiffres	162
A ■ L'espérance de vie calculée à partir des tables TH 00-02 et TF 00-02	162
B ■ L'espérance de vie calculée à partir des tables de génération	163
§ 3 ■ Une valeur à manipuler avec précaution	164
A ■ L'espérance « totale » de vie augmente avec l'âge	164
B ■ La probabilité de vivre plus que la moyenne est forte	165
C ■ Valeur moyenne et dispersion	165
D ■ La répartition statistique des durées de vie	165
E ■ Valeur moyenne et valeur médiane	166
§ 4 ■ À quoi sert l'espérance de vie ?	166
§ 5 ■ L'espérance de vie d'un groupe de deux têtes	167
Sous-section 7 ■ Des chiffres en constante évolution	167
§ 1 ■ L'évolution de la mortalité	167
§ 2 ■ L'évolution de l'espérance de vie	167
A ■ Des statistiques qui se périment assez vite... ..	167
B ■ ... Et qui rendent les prévisions délicates	167
Section 4 ■ Le calcul des probabilités viagères	172
Sous-section 1 ■ Les probabilités de survie	172
§ 1 ■ Exemple de calcul	172
§ 2 ■ Formule générale	172
§ 3 ■ Tableaux des probabilités de survie	172
Sous-section 2 ■ Les probabilités de décès	173

Sous-section 3 ■ Les probabilités viagères relatives à un groupe de deux têtes	174
§ 1 ■ Les tables de mortalité utilisées	174
§ 2 ■ Les formules de calcul	174
A ■ Probabilité de survie des 2 têtes	174
B ■ Probabilité de survie d'au moins une des 2 têtes	174
§ 3 ■ Tableau des probabilités de survie	175
§ 4 ■ Exemple de calcul récapitulatif	175
Section 5 ■ Intérêt et actualisation	176
Sous-section 1 ■ Intérêts simples et intérêts composés	176
§ 1 ■ Les intérêts simples	176
A ■ Définition	176
B ■ Formule générale des intérêts simples	176
C ■ Domaine d'application	176
§ 2 ■ Les intérêts composés	177
A ■ Introduction à la notion d'intérêts composés	177
B ■ Formule générale des intérêts composés	177
C ■ Étude comparée des deux méthodes	177
D ■ La méthode pratiquée par les assureurs	178
E ■ La notion de taux d'intérêt équivalent	178
Sous-section 2 ■ Valeur acquise et valeur actuelle	179
§ 1 ■ Valeur acquise	179
§ 2 ■ Valeur actuelle	179
A ■ Introduction à la notion de valeur actuelle	179
B ■ Formule générale de calcul	179
C ■ L'utilité de la notion de valeur actuelle	179
Sous-section 3 ■ Le taux de rendement actuariel	180
§ 1 ■ Définition du taux de rendement actuariel	180
§ 2 ■ Exemples de calcul	180
A ■ Premier exemple	180
B ■ Deuxième exemple	181
§ 3 ■ À quoi sert le taux de rendement actuariel ?	181
Sous-section 4 ■ Les fonctions financières	182
§ 1 ■ Valeur acquise par un versement unique	182
§ 2 ■ Valeur acquise par une suite de versements annuels payables d'avance	183
§ 3 ■ Valeur actuelle d'une somme payable à une date fixée	183
§ 4 ■ Valeur actuelle d'une suite de versements annuels payables à terme échu	183
§ 5 ■ Prêt remboursable par annuités constantes	184
Section 6 ■ Taux technique et taux minimum garanti	185
Sous-section 1 ■ Le taux d'intérêt technique	185
§ 1 ■ Définition	185
§ 2 ■ L'incidence du taux d'intérêt technique sur le tarif	186
Sous-section 2 ■ La réglementation applicable au taux d'intérêt technique	187
§ 1 ■ Des taux fixés avec prudence	187
§ 2 ■ Une clause essentielle du contrat : la participation aux bénéfices	187
§ 3 ■ Les règles en vigueur aujourd'hui	187

A ■ Article A. 132-1 du Code des assurances	187
B ■ Article A. 132-1-1 du Code des assurances	188
Sous-section 3 ■ Le taux minimum garanti	189
§ 1 ■ Définition	189
§ 2 ■ Les modalités d'application	189
Chapitre 2 - Tarification, provisionnement et comptes de résultats en assurance vie	190
Section 1 ■ Le calcul de la prime pure	190
Sous-section 1 ■ Les principes généraux	190
§ 1 ■ Les bases techniques	191
§ 2 ■ La notion de valeur actuelle probable	191
A ■ Définition	191
B ■ Formule générale de calcul	191
C ■ Application au contrat d'assurance vie	191
Sous-section 2 ■ Le calcul de la prime unique	192
§ 1 ■ L'assurance temporaire d'un an	193
A ■ Premier cas : le taux d'intérêt technique appliqué au contrat est nul	193
B ■ Deuxième cas : le taux d'intérêt technique est différent de zéro	193
§ 2 ■ L'assurance temporaire d'une durée supérieure à un an	193
A ■ Le calcul approximatif	194
B ■ Le calcul exact	194
C ■ Cas particulier : le capital garanti n'est pas constant	195
§ 3 ■ Le contrat de capital différé	195
Sous-section 3 ■ Le calcul des primes périodiques	196
§ 1 ■ Le principe de calcul de la prime annuelle pure	196
§ 2 ■ Application au contrat d'assurance temporaire	196
§ 3 ■ Le fractionnement des primes	198
Sous-section 4 ■ Une autre méthode de tarification	198
§ 1 ■ Le principe	198
§ 2 ■ Application aux deux exemples de contrats étudiés	198
A ■ Prime unique du capital différé	199
B ■ Prime annuelle de l'assurance temporaire de 10 ans	199
Sous-section 5 ■ La tarification des contrats collectifs	200
§ 1 ■ Les spécificités de l'assurance de groupe	200
A ■ Une intermédiation de la relation avec les assurés	200
B ■ La mise en œuvre de barèmes simplifiés	201
§ 2 ■ La prévoyance collective	201
A ■ La « pesée » actuarielle	201
1 ■ La méthode	201
2 ■ Exemple de calcul	202
3 ■ Commentaires	203
B ■ Les autres modes de tarification	203
C ■ La notion d'âge moyen	203
1 ■ L'âge moyen arithmétique	203
2 ■ L'âge moyen actuariel	203
3 ■ L'âge moyen actuariel pondéré par les capitaux assurés	204

§ 3 ■ L'assurance en couverture de prêt	205
§ 4 ■ La retraite collective	206
A ■ Les contrats à cotisations définies	206
B ■ Les contrats à prestations définies	207
Section 2 ■ La prime commerciale	207
Sous-section 1 ■ Les chargements	207
§ 1 ■ Frais et « transparence »	207
§ 2 ■ Les aspects réglementaires	208
§ 3 ■ L'étude de rentabilité	208
A ■ Les prévisions de dépenses	208
B ■ La rémunération des fonds propres	208
1 ■ L'exigence de solvabilité	209
2 ■ Le montant minimal réglementaire de l'exigence de solvabilité	209
C ■ Les hypothèses de l'étude	209
1 ■ Les hypothèses de chiffres d'affaires	209
2 ■ Les hypothèses relatives aux rachats et aux décès	209
3 ■ Les hypothèses de taux de rendement des actifs financiers	210
D ■ La fixation des chargements	210
§ 4 ■ Le niveau des chargements	210
§ 5 ■ L'information du souscripteur	210
Sous-section 2 ■ La sélection médicale	211
§ 1 ■ Pourquoi une sélection médicale ?	211
§ 2 ■ Les formalités médicales	211
§ 3 ■ La tarification des risques aggravés	211
A ■ Le taux de surmortalité	211
B ■ Le calcul de la surprime	212
1 ■ Le cas de l'assurance temporaire d'un an	212
2 ■ Le cas de l'assurance vie entière	213
C ■ Les surprimes variables	213
§ 4 ■ La sélection des risques	213
Section 3 ■ Les provisions mathématiques	214
Sous-section 1 ■ Introduction à la notion de provision mathématique	214
§ 1 ■ Le contrat de capital différé à prime unique	215
A ■ Calcul de la prime	215
B ■ Calcul de la provision à la fin de la première année	215
1 ■ Une première (fausse) piste	215
2 ■ La mise sur la voie	216
3 ■ Le résultat final	216
4 ■ Un résultat somme toute surprenant	216
5 ■ Mais un résultat tout à fait logique	217
6 ■ Une ultime vérification	217
7 ■ Une histoire qui finit bien	217
C ■ L'évolution de la provision mathématique	218
D ■ Le cas du contrat à primes annuelles	218
§ 2 ■ L'assurance temporaire à primes annuelles	219
A ■ Les primes nivelées	219
B ■ Calcul des provisions mathématiques correspondantes	219

C ■ L'évolution réelle de la provision mathématique	220
Sous-section 2 ■ Le rôle de la provision mathématique	220
Sous-section 3 ■ Les règles de calcul	221
§ 1 ■ Définition et formule générale de la provision mathématique	221
§ 2 ■ Les bases techniques utilisées pour le calcul	222
A ■ Le taux d'actualisation	222
B ■ La table de mortalité	222
§ 3 ■ Une condition à vérifier	222
§ 4 ■ La provision inscrite dans les comptes de l'assureur	224
A ■ Le contrat est à prime unique	224
B ■ Le contrat est à primes périodiques	225
1 ■ La commission est annuelle	225
2 ■ La commission est précomptée	225
§ 5 ■ La zillmérisation	226
A ■ Définition	226
B ■ Une limite à la « zillmérisation »	226
Sous-section 4 ■ Les règles de calcul sous Solvabilité II	226
Sous-section 5 ■ Les autres provisions techniques	228
§ 1 ■ La provision pour participation aux bénéfices	228
§ 2 ■ La réserve de capitalisation	228
§ 3 ■ La provision de gestion	229
§ 4 ■ La provision pour aléas financiers	229
§ 5 ■ La provision pour risque d'exigibilité	230
§ 6 ■ La provision pour frais d'acquisition reportés	230
§ 7 ■ La provision pour égalisation	231
§ 8 ■ Les provisions de diversification	231
§ 9 ■ Provision pour garantie à terme	232
Section 4 ■ Rachat, réduction et avance	232
Sous-section 1 ■ Le rachat	233
§ 1 ■ Définition et terminologie	233
§ 2 ■ Le calcul de la valeur de rachat	233
A ■ Le principe de calcul	233
B ■ L'effet de la zillmérisation	234
C ■ L'application éventuelle d'une pénalité	234
D ■ Le sort des garanties de fidélité	234
§ 3 ■ Les bases techniques appliquées au calcul	234
§ 4 ■ Les contrats non rachetables	234
A ■ Les assurances temporaires en cas de décès	235
B ■ Les rentes viagères immédiates ou en cours de service	235
C ■ Les assurances en cas de vie sans contre-assurance et les rentes viagères différées sans contre-assurance	235
D ■ Les capitaux de survie et les rentes de survie	235
E ■ Les contrats d'assurance de groupe en cas de vie dont les prestations sont liées à la cessation d'activité professionnelle	235
§ 5 ■ Le versement de la valeur de rachat	236
§ 6 ■ Les rachats partiels	236

Sous-section 2 ■ La réduction	236
§ 1 ■ Définition	236
§ 2 ■ Le calcul de la valeur de réduction	236
§ 3 ■ Les contrats n'ayant pas de valeur de réduction	237
§ 4 ■ Le rachat d'office	238
§ 5 ■ La participation aux bénéfices accordée aux contrats réduits	238
§ 6 ■ La remise en vigueur du contrat	238
Sous-section 3 ■ L'avance	238
§ 1 ■ Les conditions de son obtention	238
§ 2 ■ La souplesse offerte par l'avance	238
§ 3 ■ Ses caractéristiques techniques	239
§ 4 ■ Les règles instituées par la profession	239
§ 5 ■ Le remboursement de l'avance	239
Section 5 ■ Les résultats techniques et financiers	240
Sous-section 1 ■ Le compte de résultat technique	240
§ 1 ■ L'inventaire des ressources et des charges	240
A ■ Les ressources	241
1 ■ Les primes	241
2 ■ Les intérêts crédités	241
B ■ Les charges	241
1 ■ Les sinistres	241
2 ■ Les provisions mathématiques	241
C ■ Le résultat technique	241
§ 2 ■ Le calcul du rapport sinistres/primes	242
A ■ La véritable nature de la provision mathématique	242
B ■ Exemple de calcul du rapport S/P	242
1 ■ Les primes	242
2 ■ Les provisions mathématiques	243
3 ■ Les sinistres	243
4 ■ Le compte technique	243
5 ■ L'autre présentation possible du compte de résultat	244
6 ■ Et si l'on ne tenait pas compte des provisions...	244
§ 3 ■ Le niveau de regroupement des informations techniques	245
A ■ La notion d'année d'assurance	245
B ■ L'année de souscription	245
C ■ Le double suivi des rentes de survie	245
Sous-section 2 ■ L'analyse du risque	246
§ 1 ■ Le résultat technique est négatif	246
§ 2 ■ Le résultat technique est positif	246
Sous-section 3 ■ La maîtrise des résultats	246
§ 1 ■ L'imprévisibilité des petits effectifs	246
A ■ L'équilibre théorique à la souscription	247
B ■ La réalité	247
C ■ Les pertes potentielles	248
D ■ Le recours à un chargement de sécurité	249
E ■ Les « pointes » de risque	249
§ 2 ■ La réassurance	249
A ■ La réassurance en « excédent de plein »	249
B ■ Les autres formules de réassurance	250

§ 3 ■ La coassurance	250
Sous-section 4 ■ La participation aux bénéfices	250
§ 1 ■ Les textes relatifs à l'obligation d'attribuer une participation aux bénéfices.....	251
§ 2 ■ Le compte de participation aux résultats	251
§ 3 ■ L'attribution de la participation aux bénéfices	252
§ 4 ■ La provision pour participation aux bénéfices.....	252
Chapitre 3 - La gamme des produits d'assurance vie	253
Section 1 ■ La classification des produits	253
Sous-section 1 ■ La classification des produits	253
§ 1 ■ Les classifications les plus couramment rencontrées	253
A ■ Assurance vie / assurance décès	253
B ■ Produits de prévoyance / produits d'épargne ou de retraite	253
§ 2 ■ La réglementation	253
Sous-section 2 ■ Les études consacrées aux produits	254
§ 1 ■ Les produits étudiés	254
§ 2 ■ Les tableaux, graphiques et exemples chiffrés.....	255
Section 2 ■ L'assurance temporaire décès	255
Sous-section 1 ■ Les caractéristiques du produit	255
§ 1 ■ La garantie.....	255
A ■ La garantie principale.....	255
B ■ Les garanties complémentaires optionnelles.....	256
§ 2 ■ La durée du contrat	256
§ 3 ■ Le mode de paiement des primes	256
Sous-section 2 ■ La tarification	256
§ 1 ■ Les bases techniques.....	256
§ 2 ■ Les primes.....	257
A ■ Les primes annuelles variables	257
B ■ Une variante : le tarif par tranches d'âge.....	258
C ■ Les primes annuelles constantes.....	258
D ■ Quelle formule faut-il choisir ?	259
§ 3 ■ Un marché en évolution	260
Sous-section 3 ■ L'assurance temporaire : une assurance à « fonds perdus » ?	260
§ 1 ■ L'assurance temporaire « classique »	260
§ 2 ■ L'assurance temporaire à « fonds non perdus »	261
A ■ Le calcul de la prime	261
1 ■ Hypothèse : le taux d'intérêt technique est nul	261
2 ■ Hypothèse : le taux d'intérêt technique est différent de zéro	261
B ■ Un tel contrat est-il plus intéressant pour le client ?	262
1 ■ Première hypothèse : l'assuré décède	262
2 ■ Deuxième hypothèse : l'assuré est vivant au terme	262
3 ■ Conclusion	262
Sous-section 4 ■ Provision mathématique, réduction et rachat.....	262
§ 1 ■ La provision mathématique.....	262
A ■ Le cas particulier des primes variables.....	262
B ■ Les autres cas	263

■ Assurances de personnes

François Couilbault, Édith Bocquaire, Nadia Hadj-Chaïb Candeille et Anna Ferreira

La Collection Droit & Pratique, des ouvrages conçus pour accompagner au quotidien les professionnels dans leur pratique métier.

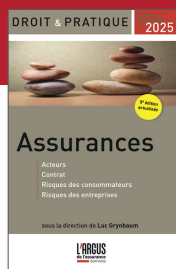
Éditeur spécialisé, L'Argus de l'assurance met tout son savoir-faire à portée de main : vous bénéficiez d'outils de travail à la fois complets, précis et accessibles pour maîtriser les aspects juridiques et techniques de l'assurance.

À jour des dernières évolutions réglementaires et jurisprudentielles (prévoyance complémentaire des salariés, assurances collectives, obligation de conseil, clause bénéficiaire, démarchage téléphonique, notamment), l'ouvrage se compose de trois parties essentielles à la compréhension de la matière, rédigées par une équipe pluridisciplinaire de professionnels :

- les **règles générales des contrats d'assurance**, de la souscription au règlement de sinistres, les opérateurs du marché, les règles techniques des assurances de personnes, vie et non-vie ;
- les **assurances individuelles** : contrats vie, santé, individuelle accident, GAV, dépendance, obsèques et régimes fiscaux afférents ;
- les **assurances collectives** : règles juridiques (souscription, adhésion, loi Évin), contrats d'assurance collectifs des salariés et contrats spécifiques (prévoyance complémentaire, retraite par capitalisation, PER, emprunteurs).

Tout est mis en œuvre pour faciliter vos recherches et accéder rapidement à la solution : index de mots-clés issus de la pratique professionnelle, clarté du plan, références de jurisprudence et bibliographies contextualisées.

Découvrez dans la même collection :



ISBN 978-2-35474-601-8

